Archives alainberset.ch — copie d'archive
Article « Ces pro-européens nourris au réalisme qui envisagent calmement l'adhésion », paru dans Le Temps (28.09.2005), repris sur le site www.berset.ch.
Adresse d'origine : http://www.berset.ch/archives/documents/2005/050927.Europe.htm
Copie : Internet Archive, capture du 22.10.2007 — https://web.archive.org/web/20071022122731/http://www.berset.ch/archives/documents/2005/050927.Europe.htm

Ces pro-européens nourris au réalisme qui envisagent calmement l'adhésion

Les partisans de l'adhésion se sont faits plus rares au fil des années. Le PS prépare néanmoins une stratégie qui place les aspects sociaux au premier plan. A droite et dans l'économie, la voie bilatérale paraît suffisante pour l'instant.

Thierry Meyer, Berne

L'achèvement triomphal du processus bilatéral, dimanche, devait signifier la congélation – mot à la mode – du débat européen en Suisse. C'est du moins l'avis des milieux économiques, de l'UDC et d'une partie de la droite. Mais la clarté du succès dominical a ravivé la flamme des pro-Européens, race qu'on croyait en voie de disparition. On se trompait : elle a muté, et les jeunes politiciens qui l'incarnent aujourd'hui ont troqué l'idéalisme «né le 7 décembre 1992» pour un pragmatisme forgé à l'épreuve des désillusions. Les voilà qui envisagent sereinement, surtout à gauche, d'installer dans la durée le débat de l'adhésion dans les esprits suisses.

C'est dans les rangs socialistes que l'impulsion est la plus palpable, la plus organisée aussi. Cet après-midi, la réunion du groupe parlementaire du PS, avec Micheline Calmy-Rey, sera consacrée à la poursuite de la politique européenne. Au cœur du dispositif, Thomas Christen, tout juste nommé secrétaire général, joue un rôle capital. Le Saint-Gallois entend faire du PS la formation politique qui incarne la formule gagnante de dimanche : ouverture sur l'Europe et protection sociale.

Le 25 novembre, les délégués du parti devront se prononcer sur une estimation des avantages et des inconvénients d'une adhésion à terme à l'Union européenne, notamment sur les questions du service public, de la fiscalité, de la démocratie directe. «Nous verrons que les avantages sont plus nombreux», assure Thomas Christen. Pour lui, le vote de dimanche montre qu'il y a une majorité de Suisses qui sont prêts à l'ouverture. Il s'agit désormais de montrer qu'en participant à l'Union européenne, qui est déjà une tentative de réguler les effets de la globalisation, la Suisse, qui vient

d'approuver une recette de modération sociale des effets de la libéralisation, peut influer sur l'évolution de l'Union européenne.

Le conseiller national vaudois Roger Nordmann fait un constat simple: treize ans après le rejet de l'EEE, le niveau d'intégration de la Suisse est supérieur à ce qu'il aurait été si un oui était sorti des urnes en 1992. Mais son pouvoir de co-décision est quasiment inexistant. «Les Suisses ont beaucoup évolué en treize ans. La plupart des problèmes matériels qui faisaient blocage ont été désamorcés. La défaite des «faiseurs de peur» crée un ancrage sur lequel la droite et la gauche modérées peuvent construire un modèle réformateur susceptible d'amener les meilleures conditions pour s'intégrer à l'Union.»

Conseiller aux Etats fribourgeois, Alain Berset personnifie l'«euro-réalo» : «La maturation du peuple suisse, pro et anti-européens mélangés, permet un débat de fond où la politique européenne ne pourra en aucun cas s'affranchir de la politique intérieure. Et s'il faut arbitrer (TVA, taux d'intérêts, démocratie), la politique intérieure doit primer. Mais l'UE n'est pas une machine à harmoniser...»

Pour Thomas Christen, le rapport du Conseil fédéral sur la politique européenne, attendu en principe l'année prochaine, permettra à chacun de se positionner. «Naturellement, nous aurons besoin d'alliés pour faire passer l'idée qu'une adhésion nous sera bénéfique. Nous les trouverons chez les Verts, les démocrates-chrétiens et les radicaux.»

Christophe Darbellay en fera sans doute partie. Le démocrate-chrétien valaisan estime qu'en dehors de l'avenir des assurances sociales, la question européenne est le plus important dossier de politique fédérale. Lui qui pense que la Suisse aurait dû adhérer il y a longtemps, estime que le moment est idéal pour un débat de fond : «Il ne faut pas prôner l'adhésion à tout prix, mais s'interroger sur l'identité de la Suisse, ce que nous voulons vraiment garder, et comment nous pourrions conserver ces éléments fondateurs. Après tout, la Grande-Bretagne a conservé sa monnaie, et certains membres de l'UE sont neutres... " Le Martignerain pense que la voie bilatérale, même si elle apporte de bonnes expériences dans les cinq à dix ans à venir, aura tôt fait de démontrer ses limites. Il faut donc, une fois le rapport du Conseil fédéral publié, «préparer le terrain sans la pression d'un vote imminent». Christophe Darbellay, tout en rappelant que l'Europe unie est une idée démocrate-chrétienne, assure que son parti est plus ouvert à cette idée qu'il n'y paraît parfois.

Christa Markwalder aura-t-elle la tâche plus ardue ? La radicale bernoise, vice-présidente du Nouveau mouvement européen suisse (NOMES), sait la prudence européenne de son parti. Camarade des luttes européennes, Guido Schommer, aujourd'hui secrétaire général du PRD, qualifie de «ridicule» l'idée de ressortir l'adhésion des tiroirs. Fulvio Pelli, jadis président du NOMES tessinois, suggère qu'on retire la demande d'adhésion déposée à Bruxelles. Les jeunes radicaux applaudissent.

Mais Christa Markwalder ne se sent pas seule, assure-t-elle. Elle reste persuadée de «la capacité fondamentale d'ouverture» des radicaux. Elle aussi entend porter l'exigence d'un vaste débat sur la politique européenne de la Suisse, et sur «l'Europe que nous voulons» – celle sur laquelle nous

pourrions influer de l'intérieur. Elle revient d'un congrès des jeunes libéraux européens, à Bratislava, toujours habitée par cette conviction que l'UE amène stabilité, prospérité et paix à l'ensemble du continent. «Je suis convaincue qu'il existe encore, parmi les jeunes, un terreau propice à l'idée européenne.»

(c) Le Temps, le 28 septembre 2005